

### Questions orales

#### L'ÉLEVAGE DU HOMARD—ON DEMANDE AU MINISTRE DE S'ENGAGER FORMELLEMENT

**M. Dave Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est):** Monsieur le Président, le ministre est peut-être en mesure de nous donner des garanties aujourd'hui même puisque j'ai avec moi des pétitions signées par les gens de onze localités du Cape Breton qui s'opposent à ce projet d'élevage. Le ministre fera-t-il ce qu'il doit et se lèvera-t-il à la Chambre pour donner des garanties écrites aux pêcheurs de ces localités qu'il n'y aura pas d'entreprise d'élevage?

**M. Blaikie:** Sortez votre stylo.

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je peux sans doute faire bien des choses, mais j'ignore si je peux me lever et donner des garanties écrites en même temps.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LE NICARAGUA—L'AIDE APPORTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS AUX CONTRAS

**Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre qui sait sans doute que le président Reagan projette de verser 100 millions de dollars, surtout de l'aide militaire, aux Contras dont l'objectif est de renverser le gouvernement démocratiquement élu du Nicaragua. Le premier ministre a-t-il fait part de son opposition au président Reagan? Si non, au moment où il s'entretiendra avec le président en mars, va-t-il lui dire combien nous nous inquiétons de cette escalade et de l'intervention des États-Unis?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, le gouvernement des États-Unis, parmi bien d'autres, connaît très bien la position du Canada, à savoir que la cause principale des difficultés que traversent le Nicaragua et les autres pays d'Amérique centrale, est d'ordre économique. Il est dommage, à notre avis, que ces difficultés aient été aggravées par l'intrusion d'une grande puissance. Notre position est bien connue.

En outre, le gouvernement du Canada ne s'est pas contenté d'exprimer ses vues, il s'est aussi efforcé d'améliorer, par son aide économique, le niveau de vie des habitants de ces pays. Nous comptons bien poursuivre nos efforts.

#### LA POSITION DU CANADA

**Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam):** Monsieur le Président, je veux savoir si, oui ou non, le gouvernement approuve l'aide militaire accordée aux Contras.

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, la question revient à ceci: l'objet de la politique étrangère d'un État souverain est-il de faire la morale aux autres pays, ou bien de tenter d'obtenir, dans le cadre de ses moyens, des résultats qui sont à sa portée.

Nous estimons que nous devons nous mêler de ce qui nous regarde et nous agissons en conséquence.

\* \* \*

● (1450)

### L'ENVIRONNEMENT

#### L'EMPLACEMENT DES SITES D'ENFOUISSEMENT DE DÉCHETS NUCLÉAIRES AUX ÉTATS-UNIS

**M. Bob Corbett (Fundy-Royal):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Le gouvernement des États-Unis étudie la possibilité d'entreposer des déchets nucléaires dans des sites d'enfouissement souterrains, dont la plupart sont situés le long de la frontière canado-américaine. Le ministre assurera-t-il à la Chambre qu'il insistera pour que le Canada soit pleinement consulté et donne son accord avant qu'on n'aménage de tels sites d'enfouissement?

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Oui, monsieur le Président, je crois que la position du Canada est claire. Nous l'avons certes fait connaître clairement aux autorités américaines. Lorsque je me suis entretenu avec mon homologue américain, Lee Thomas, le chef de l'Agence américaine de protection de l'environnement, le 17 octobre, je lui ai exposé la position du Canada, tout comme l'ont fait la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à leurs homologues respectifs. Nous nous opposons à l'aménagement de tels sites tout près de la frontière canadienne, surtout s'il fallait exécuter des travaux préliminaires de recherches sur le terrain dans notre pays. Notre position est claire et demeure inchangée.

**M. Blaikie:** Ils sont en train d'en effectuer dans la circonscription de Epp.

\* \* \*

### LES CHEMINS DE FER

#### L'AVENIR DES CHEMINS DE FER DE TERRE-NEUVE—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. D'après le *Globe and Mail* d'aujourd'hui, et en fait d'après aussi les journaux d'hier de Terre-Neuve, le conservateur terre-neuvien le plus ancien à la Chambre des communes, le député de Saint-Jean-Est, a déclaré que le gouvernement de Terre-Neuve devrait cesser de prétendre que les chemins de fer de la province ont de l'avenir et qu'il devrait au contraire conclure avec le gouvernement fédéral une entente en vue de leur fermeture en échange de subventions à la construction d'autoroutes. L'avis du député de Saint-Jean-Est reflète-t-il effectivement l'attitude du gouvernement du jour en ce qui a trait aux chemins de fer de Terre-Neuve?

**L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports):** Monsieur le Président, je pense qu'elle reflète l'attitude et le point de vue de l'auteur même de la question. Le gouvernement a entamé des pourparlers au sujet des transports en général à Terre-Neuve et il ne fait aucun doute que l'avenir des chemins de fer sera du nombre des questions à examiner.